

Plébiscité, le président syrien est attendu au tournant par la communauté internationale.

Dossiers chauds pour Al-Assad

Par **JUDITH CAHEN** chercheuse sur le Proche-Orient et la politique arabe de la France à l'[Ifri](#).

La Syrie vient, sans surprise, de réélire son jeune président, Bachar al-Assad (41 ans), pour sept ans. Selon le ministère de l'Intérieur syrien, la participation a été massive dans toutes les provinces. Cette consultation électorale a tous les aspects d'un plébiscite. Or ce ne sont pas les résultats de ce référendum qui comptent, mais plutôt la façon dont Bachar va, dans les prochains mois, traiter certains dossiers.

L'opposition non reconnue

Le «printemps de Damas», qui avait fait espérer aux opposants syriens l'ouverture politique tant attendue, s'est définitivement terminé. Début mai, plusieurs personnalités syriennes reconnues, tel Michel Kilo ou Annouar al-Bounni, ont été condamnées à plusieurs années de prison ferme. A l'extérieur du pays, la récente coalition entre les Frères musulmans syriens basés à Londres et l'ancien vice-président transfuge, Abdel Halim Khaddam, ne semble finalement pas crédible, tant elle est contre-nature.

Les réfugiés irakiens

En plus d'être accusé par l'ad-

ministration américaine de ne pas assez contrôler ses milliers de kilomètres de frontière avec l'Irak, Damas doit faire face à une situation intérieure tendue du fait de l'installation de centaines de milliers de réfugiés irakiens sur son sol. Les Irakiens assez riches pour voyager ont fui les violences pour s'installer principalement dans la périphérie de la capitale syrienne. Des tensions avec les habitants sont palpables; ces derniers se plaignent de l'augmentation des loyers ou encore du fait que certains Irakiens aient un niveau de vie plus élevé que le leur... Et le mécontentement d'une majorité qui souhaite autant l'amélioration de ses conditions de vie que la liberté d'expression explique également le taux de participation de ce référendum.

La Syrie et le Liban

C'est probablement autour des événements qui ont lieu à l'heure actuelle au Liban que se joue l'avenir des relations syriennes avec les Etats-Unis et l'Europe. La sortie de l'ost-tracisme international qui touche la Syrie depuis quelques années dépend de la

façon dont le raïs syrien va traiter le dossier libanais dans les mois à venir. Il y a certes la question des infiltrés syriens dans le groupuscule Fatah al-Islam, qui affronte depuis le 20 mai dernier l'armée régulière libanaise à Tripoli. Mais plus important encore: l'enquête internationale, mise en place par l'ONU à la suite de l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri, met directement en cause le pouvoir syrien, voire la famille même de Bachar al-Assad.

Les relations avec les Etats-Unis et la France

C'est sur ce dossier, en effet, que la communauté internationale concentre ses efforts. La justice internationale est l'un des moyens qui permet à la France et à certains de ses voisins européens, mais aussi et surtout au gouvernement américain, de «coincer» Bachar al-Assad. Les néoconservateurs américains cherchent depuis des années un moyen de pression pour obliger la Syrie non seulement à assouplir sa gestion des droits de l'homme, à s'ouvrir à l'économie de marché, mais aussi et surtout à devenir enfin un intermé-

diaire «raisonnable» avec le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien ou les rebelles irakiens, voire directement avec le président iranien.

Jusqu'ici Bachar a cru qu'il pouvait, comme pendant les décennies 1970-1990, continuer d'être l'homme fort de la région. Mais la situation du Proche-Orient empire de mois en mois; l'Union soviétique - soutien du régime syrien - n'existe plus, et la pression internationale se fait de plus en plus forte sur Damas. Dans ce contexte, Bachar n'hésitera probablement pas à livrer au juge Brammertz - qui dirige la commission d'enquête internationale - certains subalternes impliqués dans l'attentat contre Hariri. Sa survie politique en dépend.

Côté français, le gouvernement de François Fillon s'installe, et nous saurons bientôt dans quel sens se dirige la politique syrienne de la France, l'un des principaux artisans des différentes résolutions onusiennes à l'encontre de Damas. ◆

Coordinatrice de *La démocratie est-elle soluble dans l'islam ?*, à paraître aux éditions du CNRS.